

impulsion

Le journal de l'Union Démocratique Fédérale | An 29 | N° 3 | Mai 2023 | www.udf-suisse.ch

		
<p>3</p> <p>POUR & CONTRE</p> <p>«Impôt minimum de l'OCDE»</p>	<p>4</p> <p>INTERVIEW</p> <p>Six mois avant le jour des élections: Où en est l'UDF?</p>	<p>7</p> <p>VOTATION POPULAIRE</p> <p>Non à la prolongation de la loi Covid-19</p>

MOT DE BIENVENUE

Ce qui compte ...

Dietrich Bonhoeffer constatait: «Là où la Parole de Dieu est avec moi, je trouve mon chemin dans un pays étranger, ma justice dans l'injustice, ma stabilité dans l'incertitude, ma force dans le travail, la patience dans la souffrance.»

Ce serait tellement confortable, si notre chemin de vie était sans obstacles, si nous n'étions pas confrontés à des pierres d'achoppement, des attaques et des coups du destin. Mais ce serait aussi très ennuyeux. C'est pourquoi, en tant que disciple de Jésus et membre de l'UDF, je voudrais prendre les devants et chaque fois que cela est nécessaire, m'exposer pour la vérité et mes convictions - au mieux de mes connaissances et de ma conscience.

suite en page 2



Photo: AdobeStock

Éditorial

Ayons du courage!

L'un des grands fléaux de notre époque est que de nombreuses personnes sont certes instruites, mais n'ont pas appris à remettre en question de manière critique ce qu'elles ont appris. On peut tout de même faire confiance aux enseignements courants dans les écoles et surtout dans les universités, n'est-ce pas? Qui est conscient du fait que les scientifiques partent souvent d'hypothèses et que les résultats peuvent correspondre à l'état provisoire des connaissances? A cela s'ajoute l'instinct grégaire: il faut du courage pour sortir du lot, pour soutenir fermement des recherches qui sont niées, diffamées ou présentées de manière erronée par le public et la presse courante.

Nous sommes particulièrement appelés à regarder de plus près des sujets tels que l'évolution, le genre et le climat. Ma foi se renforce lorsque je comprends que la Bible est également crédible d'un point de vue scientifique. Oui, je suis toujours fasciné par la cohérence de la vérité de Dieu. Qui a le courage de s'engager pour plus d'explications?

Lisa Leisi

UDF-Interne

AD et AG du 1er avril 2023: D'importants jalons sont posés



Photo: MaD

Comme déjà les années précédentes, l'UDF Suisse s'est à nouveau réunie cette année au Rössli à Illnau ZH. Tant à l'assemblée des délégués (AD) le matin qu'à l'assemblée générale (AG) l'après-midi, il y avait ce samedi 1^{er} avril

d'importants jalons apposés sur le programme.

Outre les prises de position pour les votations, l'AD s'est penchée sur des propositions concernant des initiatives populaires en cours ou venant

d'être lancées. Les délégués ont ainsi décidé que l'UDF soutiendrait officiellement l'initiative sur la neutralité et l'initiative «Argent liquide II». Cette dernière demande d'ancrer dans la Constitution, que quiconque souhaite payer un service en espèces doit aussi pouvoir le faire. Cette initiative vise à lutter contre la suppression insidieuse de l'argent liquide.

Même si l'ordre du jour de l'AG aurait pu donner lieu à de nombreuses interventions, il a été possible de traiter les questions importantes de manière rapide et constructive. Les membres ont collaboré de manière disciplinée, ce qui a permis de créer une atmosphère positive qui s'est traduite par des résultats tangibles à la fin de la journée. Le Seigneur avait manifestement – et de manière perceptible pour beaucoup – sa main protectrice sur l'assemblée.

Tant les comptes annuels 2022 que le budget 2023 ont été clairement approuvés – le budget avec une proposition acceptée d'augmentation ciblée des dépenses pour la campagne électorale. La révision des statuts, accompagnée par Ueli Isler, juriste et membre de la direction de l'UDF du canton de Zurich, a également été approuvée. Le document de base 2023-2027 («programme d'action»), qui reflète la position de l'UDF sur des thèmes politiques, a également été bien accueilli. Le programme d'action sert de guide aux membres et aux candidats de l'UDF.

Service de presse UDF Suisse

suite de page 1

Ce qui compte...

Récemment, j'ai une fois de plus expérimenté l'hostilité qui cherchait à m'affaiblir avant une mission difficile. De plus, j'ai passé une nuit avec peu de sommeil. Le matin, il fallait se lever tôt pour deux podiums de deux heures et demie chacun dans une école professionnelle à plus d'une heure de train. A peine rentrée, je devais encore faire un long trajet en voiture pour une réunion que je devais animer. Comme c'est souvent le cas, je me suis sentie faible et dépassée. Mon aide, mon ancre même, était mon cri de détresse dans la prière pour que Dieu me porte. Une fois de plus, j'ai en effet pu faire l'expérience de son merveilleux soutien et, à la fin de la séance, un cadeau inattendu m'est parvenu par SMS : Un jeune homme sollicité pour les élections au Conseil national a donné son assentiment. Je n'y avais plus cru! C'était une révélation tellement gratifiante. Cela m'a largement compensé pour tout ce qui avait été défis et m'a donné une nouvelle énergie pour le retour tardif à la maison.

De telles expériences semblent avoir une certaine régularité, du moins pour moi. Elles m'aident également à ne pas compter sur moi-même, mais sur le Tout-Puissant. En même temps, elles m'encouragent pour une prochaine fois et renforcent ma confiance dans les promesses de Dieu. Je ne suis jamais seule. Il me soutient et me donne en temps voulu la force et la confiance. C'est à lui que j'adresse mes remerciements et que je donne l'honneur! Je ne voudrais pas manquer de telles expériences merveilleuses et je vous les souhaite de tout cœur!

Lisa Leisi, rédaction de «Standpunkt»



Collectes de signatures en cours

L'UDF Suisse vous recommande de signer les initiatives suivantes:

«200 francs, ça suffit! (initiative SSR)»

Bien que chez la SSR la qualité laisse souvent à désirer, la population suisse paie aujourd'hui la redevance obligatoire, indépendante de l'appareil, la plus élevée au monde (!), soit 335 francs. Avec l'initiative, nous ne devons plus payer que 200 francs. Expiration du délai de récolte: 1er décembre 2023

➔ Pour en savoir plus: www.initiative-ssr.ch

«Sauvegarder la neutralité suisse (initiative sur la neutralité)»

La neutralité perpétuelle armée doit être ancrée dans la Constitution fédérale: pour que la Suisse ne participe pas à des conflits militaires entre États tiers et renonce à des mesures coercitives non militaires, c'est-à-dire à des «sanctions», contre des États en guerre. Expiration du délai de collecte: 08.05.2024

➔ Pour en savoir plus: neutralitaet-ja.ch/fr

Double initiative «La nuit porte conseil» & «Sauver les bébés viables»

Un bébé déjà viable en dehors du ventre de sa mère doit avoir un droit absolu à la vie. C'est pourquoi l'initiative "Sauver les bébés viables" est nécessaire. L'avortement n'est pas une décision anodine. C'est pourquoi un délai de réflexion d'au moins un jour doit devenir la règle ("Initiative la nuit porte conseil"). Expiration du délai de collecte: 21.06.2023

➔ Pour en savoir plus: www.mamma.ch/fra

VOTATION POPULAIRE DU 18 JUIN 2023

«Impôt minimum de l'OCDE»

L'assemblée des délégués de l'UDF Suisse a décidé de ne pas donner de consignes de vote sur l'objet de votation concernant «impôt minimum de l'OCDE». Deux représentants de l'UDF exposent dans ce «pour et contre» leurs arguments sur cet objet.

Pour



Andreas Gafner, Conseiller national UDF BE

En principe, je n'aime pas qu'on me dise quoi faire de l'extérieur. C'est pourquoi ma première réaction face à la question de l'imposition minimale de l'OCDE a été de me dire que nous n'allions pas nous laisser dicter notre conduite. L'argumentation et la force de persuasion de notre ancien ministre des Finances Ueli Maurer ainsi que les raisons suivantes m'ont toutefois incité à voter en faveur du projet au Parlement.

Dans le cadre d'un projet de l'OCDE/G20, quelque 140 pays se sont mis d'accord pour que les grandes entreprises actives au niveau international soient à l'avenir imposées à 15% au moins. La Suisse était considérée jusqu'à présent comme un pays à faible fiscalité et l'augmentation de ce taux d'imposition à 15% réduira l'attractivité de sa place économique. Les recettes fiscales supplémentaires (la Confédération prévoit 1 à 2,5 milliards de francs suisses par an) permettront toutefois d'accorder plus d'importance à d'autres facteurs de sa place économique. La répartition des recettes supplémentaires de la Confédération doivent être versées à 75% aux cantons et à 25% à la caisse fédérale. La répartition entre les cantons doit se faire selon la clé de péréquation financière actuelle.

Seules les entreprises et les groupes qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 750 millions de francs seront soumis à une imposition supplémentaire. Il ne s'agit donc pas des petites et moyennes entreprises, mais des «vraiment très grandes». Si un État n'applique pas l'impôt minimum de 15 %, d'autres États peuvent taxer la différence. On peut donc dire que si la Suisse applique cet impôt minimum de l'OCDE, l'argent restera en Suisse. La péréquation financière nationale, qui a fait ses preuves, garantit que les cantons qui n'ont pas accueilli de telles entreprises seront également pris en compte de manière appropriée. Pour ces raisons, je dis oui à ce projet, et aussi parce qu'en cas de rejet, les conditions de l'OCDE auront tendance à être revues à la hausse et non à la baisse.

Contre



Markus Wäfler, ancien conseiller national UDF ZH

Le 18 juin, nous voterons sur la mise en œuvre du diktat de l'OCDE/G20 sur l'imposition minimale des bénéfices des grandes entreprises. Il est intéressant de noter que dans son message, le Conseil fédéral écrit dans le résumé : « (...) Le Conseil fédéral veut introduire les nouvelles règles d'imposition, même si la Suisse n'y est pas obligée juridiquement ni politiquement. (...)»

S'il n'y a aucune obligation politique et juridique pour la Suisse de mettre en œuvre ce diktat fiscal de l'OCDE/G20, pourquoi ce projet? Ce diktat de l'impôt sur les bénéfices ne sert pas une participation plus équitable des pays producteurs de matières premières et des pays en développement aux recettes de l'impôt sur les bénéfices, mais c'est une pure politique de grande puissance des pays fortement endettés et à forte imposition, en premier lieu les USA et l'UE, afin de remplir leurs caisses vides. La Suisse avance en obéissant par anticipation, tandis que d'autres États attendent - selon le principe du mikado : "Le premier qui bouge a perdu".

Le nouvel article 129a de la Constitution contient des pouvoirs dangereux pour le Conseil fédéral, qui lui permettent de contourner des principes d'imposition jusqu'à présent en vigueur. Par exemple, le Conseil fédéral pourrait désormais...

- par voie d'ordonnance, contourner les principes d'imposition constitutionnels jusqu'à présent en vigueur dans les art. 127 et 128 de la Constitution.
 - quant aux taux maximaux de l'impôt fédéral direct selon l'art. 128 al. 1 de la Constitution, les modifier ou les augmenter par voie d'ordonnance.

Le Conseil fédéral et le Parlement peuvent – si nécessaire – adopter des modifications de l'imposition des bénéfices par la voie législative ordinaire, au moyen d'un arrêté fédéral soumis au référendum, mais en respectant les règles constitutionnelles d'imposition et la souveraineté fiscale des cantons ! C'est pourquoi NON au projet fiscal de l'OCDE, douteux et inutile!



INTERVIEW

Six mois avant le jour des élections: Où en est l'UDF?

Les élections fédérales de renouvellement intégral auront lieu le 22 octobre 2023. L'UDF s'est fixé des objectifs ambitieux. Nous avons demandé à la présidence et aux militants de l'UDF, ce qu'il en est des préparatifs.

«Impulsion»: Monsieur Frischknecht, comment jugez-vous la situation politique générale en Suisse? Quelles opportunités en découlent pour l'UDF Suisse?



Daniel Frischknecht, président de l'UDF Suisse: J'estime que le contexte politique général est actuellement très incertain. Alors qu'il y a trois ou quatre ans, la dramaturgie politique tournait autour de Greta Thunberg et du changement climatique, ce thème ne semble pas faire un véritable retour après les troubles liés au coronavirus et la guerre d'Ukraine qui se poursuit. La population semble revenir à ce qui a fait ses

preuves, encouragée en ce sens par le scandale du CS. Cela offre naturellement des opportunités à l'UDF, qui a la chance, en raison de la stabilité de ses valeurs, de ne pas devoir réinventer la roue chaque année. Nous nous attendons donc à une nette progression, sur le plan personnel et en pourcentage.

Monsieur Kullmann, les apparentements de listes ont une importance croissante. Quels sont les efforts de l'UDF dans les cantons et où en sont les choses?

Samuel Kullmann, député au Grand Conseil et membre du comité de direction de l'UDF Suisse: Les apparentements de listes ont une grande importance depuis 1919, lorsque le Conseil national a été élu pour la première fois à la proportionnelle. Chaque canton est une circonscription électorale distincte et le nombre de sièges définit le quorum naturel. Seuls deux cantons ont un seuil électoral inférieur à 5 % (ZH et BE), et seuls six cantons ont un seuil électoral inférieur à 10 %. Il est donc très difficile pour les petits partis comme l'UDF d'obtenir des sièges à partir des voix des électeurs. C'est pourquoi, dans les cantons où les chances d'être élus sont bonnes, nous nous associons à d'autres petits partis pour optimiser nos chances. Dans d'autres cantons, nos voix aideront majoritairement l'UDC.

Monsieur Gafner, vous êtes actuellement le seul conseiller national de l'UDF. Quelles sont les activités de campagne électorale que vous avez prévues pour assurer votre réélection dans le canton de Berne le 22 octobre?

Andreas Gafner, conseiller national UDF du canton de Berne: Il y en a beaucoup! Nous avons déjà organisé une fête de lancement des élections sur notre exploitation, à laquelle tous les candidats de l'UDF du canton de Berne ont été invités. Nous nous présentons avec trois listes complètes, c'est-à-dire avec 72 personnes motivées. Avec les députés de l'UDF, j'ai organisé des événements de rétrospective des sessions, avec lesquels nous voulons informer et motiver les gens dans toutes les régions du canton. De plus, ces dernières années, j'ai pu me constituer un bon réseau au sein de différentes associations et organisations et je saisisrai certainement cette année le plus d'occasions possible pour être présent. En collaboration avec l'UDF du canton de Berne, nous prévoyons également quelques événements électoraux en été et en automne avec des personnalités connues. De plus, j'ai une équipe électorale qui me soutient avec des idées et de l'énergie pratique. Je peux dire que j'ai commencé la campagne électorale avec une grande motivation, beaucoup d'envie d'agir, mais aussi avec humilité.

Monsieur Lamprecht, le canton de Zurich sera un canton clé lors des élections au Conseil national. Quelles sont actuellement les chances de l'UDF de gagner un siège et que faut-il encore faire pour atteindre cet objectif?



Thomas Lamprecht, député au Conseil cantonal et vice-président de l'UDF Suisse: Nous sommes un canton clé, car un éventuel deuxième siège pourrait venir de Zurich. Cette possibilité est plus grande que jamais pour les prochaines élections nationales. Aussi l'UDF a déjà mené de très bons



entretiens avec différents petits groupements afin de pouvoir œuvrer à un apparentement de listes prometteur. Il y a donc deux sièges à la clé, qui ont été attribués aux listes les plus fortes de cet apparentement de listes. L'UDF est une liste à fort électoral et a donc de grandes chances de gagner un siège. Et pour que cette opportunité se concrétise, l'UDF du canton de Zurich a besoin d'une stratégie électorale qui s'adresse aux différents segments de l'électorat.

Monsieur Frischknecht, l'UDF s'est fixé pour objectif de présenter ses propres listes pour le Conseil national dans le plus grand nombre possible de cantons. Si l'on est réaliste, il n'y a aucune chance d'être élu dans de nombreux endroits. Pourquoi pensez-vous qu'il est malgré tout important que l'UDF se présente aux élections?

Daniel Frischknecht : Il est vrai que nous n'avons pas la chance de réussir dans tous les cantons. Mais ne pas se présenter pour autant serait une erreur. Car, premièrement, celui qui n'est pas présent n'existe pas aux yeux de l'observateur. Et deuxièmement, les élections cantonales suivent les élections au Conseil national, où l'on a de nouveau des chances réelles d'obtenir un ou plusieurs sièges. Donc, ici aussi, l'affirmation «après les élections, c'est avant les élections» a sa raison d'être. Et lorsque les électeurs voient

nos gens sur les listes du Conseil national, il y a ce que l'on appelle une valeur de reconnaissance lors des élections au Conseil cantonal, respectivement élections des députés du grand Conseil, c'est-à-dire que la personne leur semble connue et donc familière. Et nous sommes convaincus que, dans un avenir proche, lorsque la détresse augmentera sur le plan économique et social, l'UDF aura des réponses vitales que d'autres ont déjà jetées par-dessus bord depuis longtemps.

Monsieur Kullmann, quels sont, selon vous, les thèmes et les activités qui permettront à l'UDF de marquer le plus de points auprès des électrices et électeurs en cette année électorale?

Samuel Kullmann: L'UDF est un partenaire très fiable pour les personnes qui attachent de l'importance aux valeurs chrétiennes et n'hésite pas à défendre des positions impopulaires. Pendant la situation liée au Coronavirus, l'UDF a été le seul parti à s'engager clairement en faveur du principe du libre choix pour les vaccins Covid. En février 2021 déjà, le Dr Daniel Beutler a mis en évidence - à juste titre - les aspects problématiques de ces vaccins dans le «Standpunkt» de l'UDF. Aujourd'hui, l'UDF est le seul parti à s'engager en faveur des personnes souffrant de graves lésions dues aux vaccins. Les efforts mondialistes du Forum économique mondial (WEF) sont de plus en plus critiqués, y compris par la population. L'UDF s'engage résolument pour l'indépendance de la Suisse et met en garde contre ces développements.

Les élections du Conseil national auront lieu dans six mois. Monsieur le Conseiller national Gafner, quelles paroles de motivation adressez-vous aux membres et aux sections de l'UDF?

Andreas Gafner: L'UDF est un petit parti, mais il met sur la table des questions centrales et importantes pour notre société. S'exposer demande souvent du courage, mais rend toujours plus fort. Même si les chances de succès ne sont pas garanties, cela vaut la peine de défendre nos valeurs et de s'engager dans notre société. C'est pourquoi je plaide pour que l'UDF se présente aux élections avec une représentation la plus large possible à chaque niveau. Je ne peux que dire à chaque adhérent: Si tu es de la partie, je me réjouis!



Questions posées par Anian Liebrand

Votation populaire fédérale du 18 juin 2023

Prises de position de l'UDF

Liberté de vote

Arrêté fédéral sur une imposition particulière des grands groupes d'entreprises (projet d'impôt minimum OCDE)

NON

Loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI)

NON

Modification de la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19)



VOTATION POPULAIRE DU 18 JUIN 2023

Non à la «loi du gaspillage de l'électricité»

Grâce à un référendum activement soutenu par l'UDF, nous pourrons voter le 18 juin sur la nouvelle «loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique» (contre-projet indirect à l'initiative «pour les glaciers»).

Le contenu du nouveau projet de loi sur le climat et le CO₂ en deux parties est au moins aussi inacceptable que la loi sur le CO₂ rejetée par le peuple suisse le 13 juin 2021. Le fondement du nouveau projet de loi est à nouveau l'hystérie climatique. Elle exige que la Confédération prenne des mesures pour réduire à «zéro net» les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine en Suisse. Cela passe entre autres par les mesures suivantes:

- L'utilisation de technologies dites à émissions négatives, c'est-à-dire l'élimination du CO₂ de l'atmosphère et son stockage dans des réservoirs.
- Interventions sur les marchés financiers nationaux et internationaux pour orienter les flux financiers vers des technologies dites respectueuses du climat.



- Promotion de technologies et de procédés sans CO₂.
- En vertu de l'article 50a de la loi sur l'énergie, la Confédération doit subventionner le remplacement des chauffages fossiles et électriques par des énergies dites "renouvelables" à hauteur de 200 millions de francs par an. Le Parlement distribue ainsi, sur dix ans, deux milliards de francs qui n'existent nulle part dans la caisse fédérale.

De même, des modifications ont été apportées à la loi sur l'énergie (promulguée d'urgence pour être en vigueur le 1er octobre 2022) afin d'augmenter la production d'énergie. Par exemple, ce qui suit:

- Obligation d'utiliser l'énergie solaire sur les toits et les façades des bâtiments dont la surface comptabilisable est supérieure ou égale à 300 m², indépendamment de l'exposition.
- La réalisation de grandes installations photovoltaïques est prioritaire par rapport aux autres intérêts nationaux, régionaux et locaux et sera exemptée de l'obligation de planification.
- L'autorisation pour la réalisation de grandes installations photovoltaïques sera accordée sous conditions définies par le canton et non par la commune concernée.
- Pour les installations qui fournissent de l'électricité au réseau jusqu'à fin 2025, l'aide à l'investissement de la Confédération s'élève jusqu'à 60 % des coûts d'investissement.
- L'extension de la centrale d'accumulation du Grimsel, avec exhaussement du barrage de 23 m, est également exemptée de l'obligation de planification et prime sur d'autres intérêts.

Gaspillage des ressources

Pour atteindre les objectifs de cette loi, le Conseil fédéral devra limiter massivement l'utilisation de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz. Cela entraînera une forte augmentation de la demande en électricité et un énorme renchérissement de l'énergie.

Le remplacement forcé des chauffages au mazout et au gaz en parfait état de marche par des systèmes «respectueux du climat» est un énorme gaspillage de ressources.

Renchérissement de l'énergie

Si ce contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers était adopté et mis en œuvre, il en résulterait une augmentation considérable du coût de la vie, sans toutefois le moindre effet sur le climat. Et ce pour deux raisons : Premièrement, la part de la Suisse dans les émissions globales de CO₂ n'est que de 0,1 à 0,2 % et deuxièmement, l'influence du CO₂ sur le climat est négligeable. Il est prouvé que notre moteur climatique est l'activité solaire, pas le CO₂! De plus, cette loi est superflue, car la Suisse est bien placée en matière d'efficacité énergétique et d'émissions de CO₂, même sans l'accord de Paris sur le climat.



Markus Wäfler, ancien conseiller national UDF ZH

VOTATION POPULAIRE DU 18 JUIN 2023

Non à la prolongation de la loi Covid-19

Le Conseil fédéral a déclaré la fin de la «pandémie» et a levé toutes les mesures. Malgré cela, il veut continuer à pouvoir réintroduire plusieurs mesures absurdes et prolonger leur possibilité d'utilisation. Il est donc grand temps de limiter à nouveau le pouvoir du Conseil fédéral et du Parlement. La loi sur les épidémies suffit amplement.

Les dispositions légales prolongées jusqu'à fin juin 2024 (et déjà entrées en vigueur le 1er janvier 2023) permettent de réintroduire d'ici là un certificat et d'autres mesures discriminatoires comme le contact-tracing (surveillance). Toutes les conséquences négatives de l'état d'urgence ne doivent cependant pas se reproduire. Il n'y a aucune raison de le faire.

Une situation de départ différente

Lors de la première votation du référendum, le peuple craignait encore des difficultés financières en raison des restrictions rigoureuses. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Lors de la seconde, de nombreuses personnes croyaient encore à l'utilité des certificats et à l'efficacité des vaccins dits à ARNm. Entretiens, l'OFSP ne recommande en principe plus de vaccination pour le printemps/été 2023, à l'exception de quelques groupes à risque pour lesquels on peut aussi être d'avis divergents. Est-ce un aveu caché de l'inefficacité des vaccins ARNm? Entretiens, les médecins doivent s'attendre à être poursuivis pour des effets indésirables relatifs aux vaccins, car les fabricants de vaccins, bien sagement, ont fait en sorte d'être déchargés de toute responsabilité quant à leurs produits et la Confédération ne veut prendre en charge les dommages que dans des cas particuliers.



Certificat discriminatoire

Le Parlement et le Conseil fédéral souhaitent donc pouvoir continuer à réactiver un certificat Covid 19 pour les vaccinés, les guéris et les personnes testées négatives. Pourtant, devant le Parlement européen, Janine Small, cadre chez Pfizer, a reconnu que les vaccins à ARNm n'avaient pas été testés avant d'avoir été admis sur le marché, pour savoir à quel degré ils pouvaient freiner la propagation du virus. Même le président de la Commission fédérale pour les vaccinations (CFV), Christoph Berger, a admis le 23 janvier 2023 dans le «Tages-Anzeiger» que la transmission de la maladie de Coronavirus ne pouvait pas être influencée par la vaccination. Assez longtemps, le certificat a divisé la population et discriminé des groupes de population. Il a également été préjudiciable dans la mesure où il donnait aux personnes vaccinées et à leurs contacts un faux sentiment de sécurité. Si une preuve de vaccination devait être nécessaire pour voyager à l'étranger, les certificats de vaccination reconnus dans le monde entier sont de loin supérieurs aux certificats Covid, qui ne sont acceptés que par quelques pays.

Contact-Tracing (surveillance)

Malheureusement, le Conseil fédéral et le Parlement ont pris l'habitude d'utiliser le droit de nécessité et de prendre des mesures rigoureuses pour restreindre des droits fondamentaux. Le Contact-Tracing était également un de ces instruments. Il fallait signaler les contacts des jours précédents, si l'on avait un test PCR positif. Même en l'absence de symptômes. La version numérique pouvait également conduire à une fausse sécurité et à des résultats incorrects. Selon l'expérience de personnes connues, les centres de conseil compétents en la matière étaient parfois surchargés. Il y avait des prises de contact tardives et des listes de contacts erronées. Y a-t-il déjà eu une évaluation claire de leur sens et de leur utilité, sauf pour leurs profiteurs?

Le Coronavirus fait désormais partie des maladies normales. On ne teste presque plus. De même, il n'est pas nécessaire de prolonger des mesures drastiques, inutiles, qui désintègrent la société et la mettent sous tutelle, ainsi que des surveillances inhumaines.



Lisa Leisi, Présidente UDF du canton de St-Gall

L'UDF dans votre canton

Contactez-nous!

Pour en savoir plus sur l'UDF, adressez-vous à la section de votre canton:

UDF Jura bernois

Président: Marc Früh
Rte de Diesse 34
2516 Lamboing
032 315 24 10
fruh2516@bluewin.ch

UDF Fribourg

Vice-président: Yvan Thévoz
Rte de Dompierre 6
1773 Russy
079 731 66 12
ivan.thevoz@arbothevoz.ch

UDF Genève

Président: Sylvie Ruffieux
1246 Corsier, 022 751 20 23
jlsruffieux@bluewin.ch

UDF Jura

Président: Christian Rohr
Rte du Prieuré 22
2924 Montignez
032 475 60 91

UDF Neuchâtel

Président a.i.: Raymond Morel
024 425 93 35

UDF Vaud

Président: Raymond Morel
Rue du Théâtre 2
1404 Cuarny
024 425 93 35
president.vd@udf-suisse.ch

UDF Ticino

Présidente: Edo Pellegrini
Via Piotti 1, 6833 Vacallo
091 683 78 38
edo.pellegrini@udf-ticino.ch

Impressum

Impulsion est une publication de l'Union Démocratique Fédérale, parti politique suisse.

Éditeur: UDF, CP 43
3602 Thoune

Correspondance: Impulsion,
Case postale 43
3602 Thoune
033 222 36 37
info@udf-suisse.ch
www.udf-suisse.ch
CCP 10-19007-8 / IBAN:
CH76 0900 0000 1001
9007 8

Rédaction: Philippe Karoubi, Walter Muller

Layout: Harold Salzmann
UDF Suisse, Thoune

Impression: Jordi SA, Belp
Tirage: 2500 ex.
© UDF Suisse

L'HEURE DES MIRACLES
 PUSH WEEKEND 2 3
 2 - 4 Juin 2023
 Tissot Arena Biel-Bienne, Suisse
 Billets sur pushweekend.com

Speakers:
 Daniel Kolenda (USA)
 John C. Sague (CH)
 Jesse Duplantis (USA)
 Sam K. Ankrab (CH)
 Nathan Morris (USA)
 Ben Fitzgerald (DE)

FERIEN & SEMINARE
www.cvjm-zentrum.ch

À vendre
 Medjoul-Dates d'Israel,
 5 kilos CHF 80.- plus affran-
 chissement et emballage
 à commander chez Peter
 Bonsack, Kallnach
 Tél. 079 607 12 07

HINE ADON
HOTEL
 APARTHOTEL
HINEADON.COM

Mission
 Aviation
 Fellowship
MAF
maf-suisse.ch

Spycher-Handwerk AG
 Huttwil
www.chameau.ch

Mission Lèpre
 Suisse
restaure la vie des plus démunis
www.missionlepre.ch

TB TRANSPARENT
BROKER
 fair-trauen | fair-netzen | fair-sichern
 Êtes-vous assurés équitablement?
www.TransparentBroker.ch

**DES NAVIRES-
 HÔPITAUX POUR
 LES PLUS DÉMUNIS**
 Vous pouvez
 aider!
www.mercyships.ch

Agenda

Assemblée des délégués:
 Samedi 12 août 2023 à Olten

Réunion de prière: les derniers lundis du mois de 20h à 21h sur les sujets politiques chez Raymond Morel, rue du Théâtre 2, Cuarny.

Venez intercéder pour la Suisse Romande et l'UDF, en rejoignant une équipe de prière fidèle et engagée. Sur Zoom, le lundi soir tous les 15 jours. Renseignements: Philippe Karoubi 078 715 98 01

www.udf-suisse.ch



UDF+EDU
 Union Démocratique Fédérale

Abonnez-vous!

impulsion

Oui, je désire recevoir *Impulsion* régulièrement et être ainsi informé des actions politiques de l'UDF et de l'actualité politique suisse en général et m'engage à verser CHF 25.- à l'aide du bulletin de versement joint à cette édition.

Nom et prénom: _____
 Adresse: _____
 Code postal et localité: _____

Je souhaite être informé/e sur la possibilité de devenir membre de l'UDF.

Merci d'envoyer de ma part *Impulsion* à la / aux personne(s) suivante(s):
 Nom et prénom: _____
 Adresse: _____
 Code postal et localité: _____

À retourner à UDF, secrétariat central, case postale 43, 3602 Thoune

Faites un don avec TWINT!

Scannez le code QR avec l'app TWINT

Confirmez le montant et le don